

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative bâtiment A3 Territoires
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OMNI CUIR SARL

36 rue du Cardinal Roques
BP 193
81300 Graulhet

Références : 81-CRARC-2026-07
Code AIOT : 0006802292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement OMNI CUIR SARL implanté 36 rue du Cardinal Roques BP 193 81300 Graulhet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de l'installation fait suite au constat, sur le logiciel GIDAF, de plusieurs non conformités sur les rejets aqueux de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMNI CUIR SARL
- 36 rue du Cardinal Roques BP 193 81300 Graulhet
- Code AIOT : 0006802292

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Omni Cuir est une mégisserie située à Graulhet qui emploie 8 salariés. L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de cuirs stretch, à base de peaux d'agneaux et de chèvres pour l'habillement. Elle prépare la certification LWG, Leather Working Group, certification pour la "production de cuir respectueuse de l'environnement et socialement responsable".

La dirigeante à repris l'entreprise familiale en 2022.

Les activités sont régies par un arrêté préfectoral d'autorisation établi le 11 février 1980, complété par un arrêté préfectoral du 28 septembre 2020 relatif pour les rejets aqueux.

Les activités relèvent des rubriques suivantes:

2350 - tannerie, mégisserie, sous le régime de la déclaration.

2351- teinture et pigmentation de peau, sous le régime de la déclaration.

2355 - dépôt de peaux, sous le régime de la déclaration.

2360 - atelier de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux, sous le régime de l'autorisation,

2940 - Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc, sous le régime de la déclaration.

4718 - Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 sous le régime de la déclaration.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Pollution d'eau	AP Complémentaire du 28/09/2020, article 3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article I > 5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Consommation	Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article I > 5.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Sol	AP Complémentaire du 28/09/2020, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
7	Déchets	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 7.3.	Mise en demeure, déchets	1 mois
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 2.7.	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 4.2.	Demande d'action corrective	3 mois
11	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 3.5.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Pollution d'eau	AP Complémentaire du 28/09/2020, article 4	Sans objet
5	. Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article I > 5.3	Sans objet
10	Connaissance des produits. – Étiquetage	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 3.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 11 points de contrôle de cette inspection, 3 faits ont été constatés conformes et 8 non-conformes.

Sur les faits non-conformes, il est attendu que l'exploitant :

- respecte les valeurs limites de pH pour ses effluents,
- procède à l'enlèvement des déchets entreposés dans la zone de la station de prétraitement,
- fasse réaliser l'étude de sol,
- apporte la justification de la mise à jour des valeurs limites d'émission de ses rejets aqueux,
- assure un suivi régulier de ses consommations d'eau, et vérifie le ratio eau consommée/quantité de produit fabriqué,
- fasse réaliser les interventions nécessaires sur son installation électrique pour lever les non-conformités,
- réalise un plan de l'établissement détaillant les risques de son installation et procède à l'affichage dans les ateliers,
- réalise un plan général des stockages.

Il est proposé de mettre l'exploitant en demeure sur les trois premiers points (non conformité des valeurs de pH; enlèvement des déchets; étude de sol). Un projet d'arrêté préfectoral de mise en

demeure est joint à ce rapport.

Concernant les autres points, il est demandé à l'exploitant de mettre en place des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/09/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les dispositions fixées au B-10 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 11 février 1980 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes : « Avant rejet dans un réseau d'assainissement collectif aboutissant à une station de traitement des eaux usées, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO : 5,5 < pH < 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; Température < 30 °C ; Matières en suspension (MES) < 600 mg/l ; DCO < 2 000 mg/l ; DBO5 < 800 mg/l ; Chrome < 9 mg/l et < 0,73 kg/j. Ces valeurs limites sont applicables si et seulement si les valeurs maximales précitées du flux sont dépassées ou lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.
Constats : La convention spéciale de déversement a été signée en 2025. L'exploitant et la régie des eaux de Graulhet, la RCEAC se sont mis d'accord pour augmenter les valeurs pour les paramètres des DCO DBO5 et MES en date du 24 avril 2025. L'inspection des installations classées n'a pas été informée de cette évolution. <u>Paramètres MES, DCO, DBO5</u> Les valeurs de la convention spéciale de déversement sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Matières en suspension (MES) < 1000 mg/l ; pour un flux de 25 kg/jr• DCO < 3 000 mg/l ; pour un flux de 100kg/jr• DBO5 < 1000 mg/l ; 30kg/jr l'analyse des résultats d'analyse des effluents de l'exploitant sont les suivants: <u>pour la période 1er janvier 2024 - 24 avril 2025 :</u> DBO5 : les valeurs sont conformes

DCO : 3 valeurs sont non conformes sur 58, soit 5 % des valeurs.
MES : toutes les valeurs sont conformes

entre le 24 avril 2025 et le 31 décembre 2025

DBO5 : 3 valeurs sont non conformes sur 31, soit 10 % des valeurs.
DCO : 4 valeurs sont non conformes sur 31, soit 13 % des valeurs.
MES : toutes les valeurs sont conformes

Paramètre Chrome , sur la période 1er janvier 2024 - 31 décembre 2025:

les valeurs de concentrations en chrome sont en deçà de la valeur limite ; la plus haute valeur atteinte est 7,7 mg/l en concentration et 0,56 kg/jr

Paramètre pH, sur la période 1 er janvier 2024 - 31 décembre 2025:

les valeurs de pH étaient globalement conformes jusqu'à juin 2024 et depuis elles sont en dessous de 5,5.

L'exploitant n'a pas d'explications à fournir à l'inspection des installations classées sur ce changement.

Une injection de soude asservie à une mesure de pH a été installée en août 2025. Il n'y a aucun effet de cette installation sur les valeurs de pH des effluents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour la mise à jour des valeurs limites d'émission de la convention spéciale de déversement:

L'exploitant apportera la justification du besoin de relever le seuil des VLE, qui ne paraît pas justifiée au regard des résultats des analyses des rejets sur la période sur 2024-2025.

A ce titre et dans un délai n'excédant pas 3 mois, il transmettra à l'inspection ses justifications.

Pour la DCO et la DBO5

L'exploitant investiguera sur l'origine des dépassements sur les paramètres DCO et DBO5, en les mettant en perspective de changements ayant pu survenir dans ses fabrications.

A ce titre et dans un délai n'excédant pas 3 mois, il transmettra à l'inspection ses résultats.

Pour le pH :

Compte tenu des non-conformités récurrentes, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder, sous 6 mois, à la mise en conformité de son installation pour respecter les valeurs limites de pH de ses rejets aqueux, listées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Pollution d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/09/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, la société OMNI CUIR met en place les mesures et dispositions organisationnelles et techniques permettant de respecter les valeurs limites du rejet mentionnées à l'article 3 précité.</p> <p>Ces mesures concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • installations de prétraitement (mise en place d'un dégrilleur...); • mise en place d'un prétraitement physico-chimique ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point avait été contrôlé lors de l'inspection du 22 février 2022: les travaux n'avaient pas encore été réalisés, mais le financement des travaux était acté et les travaux prévus. L'exploitant déclare avoir fait réaliser des travaux sur la station de prétraitement de ses effluents à l'été 2025.</p> <p>Lors de la visite, il est constaté la présence d'un dégrilleur et d'une injection de soude asservie à une mesure de pH. Cette installation de remise à pH n'est pas efficace, les valeurs de pH reste en dehors de la fourchette 5.5 <pH<8.</p> <p>La non conformité des valeurs de pH est traitée dans le point de contrôle n°1 ci dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article I > 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement dans milieu naturel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés hebdomadairement si le débit moyen prélevé est supérieur à 10m3/j. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la</p>

disposition de l'inspecteur des installations classées.

[...]

Constats :

L'exploitant a une prise d'eau dans le milieu naturel dans le Dadou par pompage. Les volumes annuels prélevés en 2024 sont de 10 000 m³. L'information est donnée dans la convention de déversement de la RCAEC.

L'exploitant ne tient pas un registre de relevé hebdomadaire de prélèvement.
L'inspection des installations classées va créer sous le logiciel Gidaf un cadre « volumes d'eau », dans lequel l'exploitant pourra renseigner les volumes d'eau prélevés.

L'inspection des installations classées explique qu'au delà de 10 000 m³ d'eau prélevée annuellement, pour des installations soumises au régime d'autorisation, l'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant engage les action suivante dans un délai n'excédant pas 2 mois:

- il envoie un bilan de ses consommations d'eau annuelles prélevées dans le milieu naturel depuis 2018.
- Il met en place un registre ou il consigne les relevés hebdomadaires des prélèvements dans le Dadou, Il envoie à l'inspection des installations classées un extrait de ce relevé pour février et mars 2026.
- Il communique à l'inspection des installations classées les informations sur le point de prélèvement dans le Dadou (masse d'eau, coordonnées du point en Lambert 93).
- Il saisit sous Gidaf tous les mois les volumes d'eau prélevés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article I > 5.2.

Thème(s) : Risques chroniques, économie d'eau

Prescription contrôlée :

<p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les moyens à mettre en œuvre pour maîtriser la gestion de l'eau peuvent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la pose de compteurs dans chaque atelier et sur les différents postes de travail ; - l'installation de robinets-poussoirs sur les points de distribution d'eau et de vannes-pistolets sur les flexibles de lavage ; - la programmation de la quantité d'eau désirée ou du temps de remplissage (pour les machines en mode séquentiel) ; - l'asservissement de l'alimentation à la vitesse de défilement du produit et au poids de matière par unité de temps ou le contrôle du débit d'appoint des rinçages (pour les machines en continu). <p>Un ratio de débit (consommation d'eau par rapport à la quantité de produit fabriqué) est à calculer.</p> <p>Une valeur inférieure à 35 m3 eau/t de produits fabriqués est souhaitable.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas de visibilité sur sa consommation d'eau autrement que par ses rejets, puisqu'il ne suit pas ses prélèvements.</p> <p>Il ne peut pas fournir le calcul du ratio de 35 m3 eau/t de produits fabriqués.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait le calcul du ratio pour 2025 et le transmet à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 1 mois</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : . Réseau de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article I > 5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, réseaux séparatifs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte de l'installation est du type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant présente un plan sommaire des réseaux d'eaux pluviales.</p> <p>Lors de la visite, il est constaté que les réseaux sont bien séparatifs: les eaux pluviales issues des toitures sont rejetées dans un ruisseau à côté de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Sol

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/09/2020, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, diagnostic de sols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, la société OMNICUIR réalise un diagnostic de sol afin de rechercher la présence des substances mises en œuvre actuellement ou par le passé. Pour cela, il pourra s'appuyer sur la méthodologie nationale définie dans la note du 19 avril 2017.</p> <p>Les résultats de cette étude devront être transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de sa réalisation et de la consolidation de son rapport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un devis a été réalisé par l'APAVE pour une prestation d'étude, d'assistance et de contrôle pour sites et sols pollués.</p> <p>Le devis a été signé par l'exploitant le 17/09/2025.</p> <p>Néanmoins, du fait de difficultés financières, l'exploitant a informé le bureau d'études qu'il ne pourrait pas engager l'étude en 2025. Il espère le faire sur 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte-tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à la prescription sous 8 mois. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 8 mois</p>

N° 7 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 7.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs ...).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>Lors de la visite il est constaté par l'inspection des installations classées la présence d'une zone d'entreposage de déchets à même le sol, et dans un bassin rempli d'eau de pluie. Les ré-envols et le ruissellement de la pluie est susceptible d'entraîner des substances polluantes dans l'air et le sol.</p> <p>L'exploitant déclare en avoir déjà fait enlever une partie et évoque la difficulté d'obtenir un petit grappin auprès des prestataires de gestion de déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à l'enlèvement des déchets sous 1 mois. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 2.7.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- justificatif du contrôle des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les trois derniers rapports de contrôle de ses installations électriques. Sur le rapport de 2025, qui date du 4 juillet 2025, l'organisme de contrôle a noté 3 non conformités qui étaient déjà signalées dans le rapport de 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant lève les non conformités dès que possible. Si ces non conformités nécessitent un</p>

délai de réalisation, l'exploitant formalise un planning des actions correctives pour supprimer les observations. À ce titre et dans un délai n'excédant pas 2 mois, il transmet à l'inspection des installations classées le justificatif des non conformités levées, et /ou le planning des interventions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 4.2.

Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des installations

Prescription contrôlée :

Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

a) Pour toutes les installations :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.

Constats :

L'exploitant présente les trois derniers rapports de contrôle de ses extincteurs pour 2023, 2024 et 2025. Il n'y a pas de non conformités relevées.

Lors de la visite, les extincteurs vérifiés ont bien la marque de contrôle de 2025.
il est constaté aussi un affichage dans les ateliers des consignes à suivre lors d'un incendie ; il n'y a cependant pas de plan des locaux avec une description des dangers dans chaque local.

<p>Lors de la visite, il est constaté la présence d'un réseau de sprinklage dans les ateliers. L'exploitant ne peut pas présenter de justificatif de contrôle de ce système, ni de maintenance.</p> <p>L'exploitant déclare aussi que les salariés ont été formé le 17/07/2025 aux procédures d'urgences. 5 salariés ont signé la feuille d'émargement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande :</p> <p>l'exploitant engage les actions suivantes dans un délai n'excédant pas 3 mois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser un plan de l'établissement et l'afficher détaillant les risques associés à chaque atelier. - faire contrôler le système de sprinklage et en assurer la maintenance.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Connaissance des produits. – Étiquetage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 3.3.</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, présence des FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir mené un travail sur les produits de son installation en 2025.</p> <p>Une liste des produits présents et leur quantité est présentée à l'inspection des installations classées, qui fait remarquer qu'il manque la zone de stockage de chaque produits.</p> <p>Les fiches de données de sécurité ont été stockées sur l'ordinateur de la dirigeante, car il n'y a pas de poste informatique dans l'atelier. Le classement des FDS sous format informatique est aussi présenté.</p> <p>L'exploitant souhaite mettre en place des fiches simplifiées par produit à chaque poste de travail.</p> <p>L'exploitant déclare aussi que les salariés ont été formé le 17/07/2025 à la prévention du risque chimique. 5 salariés ont signé la feuille d'émargement.</p>

Lors de la visite, il est constaté la présence des étiquettes mentionnant noms et symboles de dangers sur les produits stockés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, registre des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir mené un travail sur les produits de son installation en 2025. Une liste des produits présents et leur quantité est présentée à l'inspection des installations classées, qui fait remarquer qu'il manque la zone de stockage de chaque produits. Il n'y a pas de plans associés à ce registre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant engage les actions suivantes dans un délai n'excédant pas 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réaliser un plan avec les emplacements des stockages et le type de produits stockés. • compléter le registre des produits stockés avec l'emplacement du stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois